

est plus qu'une alliance militaire, que cet organisme a un rôle politique à jouer et qu'il ne s'agit pas seulement d'assurer la sécurité collective mais de propager la démocratie et d'établir une organisation permettant aux nations européennes de coexister pacifiquement. Je pense que nous ne sommes pas dignes de confiance car d'une part nous sommes un des pays signataires d'un accord de l'OTAN, qui s'engagent à défendre et à propager leurs institutions démocratiques, et de l'autre nous avons comme alliés la Grèce qui foule aux pieds la démocratie de façon honteuse et le Portugal qui mène une guerre coloniale en Angola. Or, le gouvernement n'a élevé aucune protestation au sujet de cet état de choses.

Nous voyons en l'OTAN plus qu'une alliance militaire. C'est aussi un instrument politique conçu pour sauvegarder la sécurité et la paix en Europe. Il y a quelques semaines à peine, le gouvernement finlandais a invité tous les pays de l'OTAN et du pacte de Varsovie à une conférence sur la sécurité européenne, qui aurait lieu à Helsinki, mais notre gouvernement et les gouvernements de nos alliés ont fait montre d'une indifférence presque brutale ou ont étouffé l'invitation sous un tas d'excuses élimées sur les bords. Le gouvernement devrait user de son influence au sein de l'OTAN pour dissiper le complexe ligne Maginot nourri par deux alliances, qui se regardent en chiens de faïence de part et d'autre d'une frontière. Nous devrions user de notre influence pour suivre tout ballon d'essai lancé en vue de mettre fin à la guerre froide et à conclure un pacte de sécurité européenne. J'espère que le gouvernement accordera autant d'importance à notre rôle politique au sein de l'OTAN, qu'il en a accordé à notre rôle militaire au sein de cet organisme.

[Français]

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur le président, nous avons écouté avec intérêt la déclaration qu'a faite l'honorable ministre de la Défense nationale (M. Cadieux), et nous constatons que nous en sommes encore au stade de l'étude et de la recherche de l'évaluation des Forces canadiennes en Europe, de même que de l'ensemble de la politique de défense canadienne.

Un point me frappe plus particulièrement, monsieur le président, et je voudrais en féliciter le ministre. C'est que la défense nationale a toujours été un peu l'éléphant blanc du Canada, tant au point de vue budgétaire que politique, et qu'elle a toujours fait l'objet de critiques, de la part des partis de l'opposition, et même des députés ministériels, s'il faut en juger par les discussions qui existent au sein du gouvernement.

Mais il reste un fait, monsieur le président: c'est que nous devons constamment étudier notre position dans chacun des pays, relativement à des organismes aussi importants que l'OTAN, NORAD, etc., afin de toujours demeurer maîtres de la situation changeante, particulièrement depuis l'avènement des armes nucléaires.

Monsieur le président, considérant la position canadienne et la part du budget canadien qui est attribuée annuellement à la défense nationale, je constate qu'en 1967-1968, nous avons dépensé la somme de \$1,693,309,501 et \$1,714,954,800 en 1968-1969.

Monsieur le président, je demeure perplexe quant à savoir si toutes ces sommes d'argent fantastiques consacrées à la défense de l'Europe, au maintien des Forces canadiennes sur le continent européen, au maintien de la présence canadienne au sein de l'OTAN, contribuent à la sécurité du Canada. Nous avons là, à mon sens, toute la contradiction du monde dans lequel nous vivons, c'est-à-dire que nous devons nous armer jusqu'aux dents pour vivre dans la paix. Nous devons menacer pour être en sécurité. Nous devons être présents pour ne pas se faire tomber dessus. Nous devons dépenser des sommes fabuleuses, alors que les deux tiers de l'humanité crèvent de faim et que l'autre tiers vit dans une prospérité quasi scandaleuse.

Monsieur le président, nous souhaitons une révision de la politique canadienne, quant à notre participation et à nos forces armées au sein de l'OTAN, mais nous voudrions inviter le ministre à prendre des mesures plus pacifiques que celles qui visent tout simplement à se défendre et, ainsi, encourager la course aux armements nucléaires et augmenter le danger qui pèse sur le monde. Aujourd'hui, on se fie surtout à l'équilibre de la terreur qui semble menacer le monde entier. Pour cette raison, on veut réviser notre politique.

Le ministre dit que nous avons des Forces canadiennes en Europe. Il nous faut repenser cette situation et, par conséquent, il serait peut-être plus avantageux d'avoir une force terrestre plus limitée, mobile, souple, qui demeurerait au Canada, mais qui pourrait se déplacer très rapidement.

Monsieur le président, à la suite de la visite des diverses bases militaires de l'OTAN en Europe, mon confrère d'Abitibi (M. Laprise) m'a fait souvent plusieurs remarques. Il m'a dit que les études et le voyage qu'il avait faits ne démontraient qu'une chose: que le monde vit dans la terreur et que la position du Canada est davantage une politique de mouton qu'une politique de participation. Il me faisait remarquer que la politique du Canada à cet égard, en était une de fantochisme, puisque nous suivons davantage la politique des